Numéro 165

CHAIRE DE DYNAMIQUE SOCIALE (C.D.S)

MOUVEMENTS & ENJEUX SOCIAUX

Revue Internationale des Dynamiques Sociales



WWW.MESRIDS.ORG
JUILLET - AOUT 2026
KINSHASA-R.D.C

CAPITAL CULTUREL, CAPITAL SOCIAL ET DISQUALIFICATION SYMBOLIQUE DES GOUVERNANTS : *une relecture bourdieusienne de la perception de la gouvernance publique par l'élite universitaire congolaise (UNIKIN – ISTM-Kin)*

Par

Alain DINZILA NDIONO NDOPETELO

Résumé

Cet article offre une relecture originale des données d'enquête recueillies auprès du personnel académique, scientifique et administratif de l'Université de Kinshasa (UNIKIN) et de l'Institut Supérieur des Techniques Médicales de Kinshasa (ISTM-Kin) sur la perception de la gouvernance des dirigeants congolais. Alors que l'étude source mobilisait le matérialisme dialectique, nous proposons de réinterpréter deux variables jusqu'ici sous-exploitées, le niveau d'instruction et l'appartenance associative, à la lumière des concepts bourdieusiens de capital culturel et de capital social. L'hypothèse défendue est que la sévérité et la précision du jugement porté sur les gouvernants ne relèvent pas seulement d'un ressenti diffus, mais d'une compétence critique socialement située, qui transforme l'opinion en un véritable acte de disqualification symbolique. L'analyse statistique (χ^2 significatifs, $p < 0{,}000$) confirme que le niveau d'instruction élevé s'accompagne d'un diagnostic plus assuré et plus articulé de la mauvaise gouvernance, tandis que l'appartenance à une organisation professionnelle renforce la capacité de mise en mots collective de cette critique. Ces résultats invitent à considérer l'élite universitaire congolaise non comme une simple victime collatérale des politiques publiques, mais comme un pôle de production de contre-discours politique doté d'une autorité symbolique propre.

Abstract

This article offers an original reinterpretation of survey data collected among academic, scientific and administrative staff at the University of Kinshasa (UNIKIN) and the Higher Institute of Medical Techniques of Kinshasa (ISTM-Kin) regarding perceptions of governance by Congolese political leaders. While the source study relied on dialectical materialism, we reinterpret two under-exploited variables, educational attainment and associative membership, through Bourdieu's concepts of cultural and social capital. We argue that the severity and precision of judgments about rulers are not merely diffuse sentiment but a socially situated critical competence that turns opinion into an act of symbolic disqualification. Statistical analysis (significant χ^2, $p < 0.000$) confirms that higher education correlates with a more assured and articulate diagnosis of poor governance, while professional association membership strengthens the collective capacity to voice this critique. These findings suggest that the Congolese university elite should be viewed not

merely as a collateral victim of public policy, but as a locus of political counter-discourse endowed with its own symbolic authority.

INTRODUCTION

1.1. Contexte général

La question de l'image des gouvernants occupe une place centrale dans la sociologie politique des régimes post-autoritaires africains. En République Démocratique du Congo, les crises successives de légitimité électorale, en particulier celles qui ont entouré les scrutins de 2011 et de 2018, ont nourri chez la population une perception largement négative de l'action publique. Cette défiance ne se limite pas à un simple mécontentement conjoncturel : elle s'inscrit dans une histoire longue de rapports tendus entre gouvernants et gouvernés, marquée par l'effritement du pouvoir d'achat, la précarité des services publics et le sentiment diffus d'un divorce entre les discours officiels et le vécu quotidien des citoyens.

Une dissertation doctorale récente, menée auprès du personnel académique, scientifique et administratif de l'Université de Kinshasa (UNIKIN) et de l'Institut Supérieur des Techniques Médicales de Kinshasa (ISTM-Kin), a mis en évidence l'ampleur statistique de cette défiance au sein d'une catégorie sociale particulière : l'élite intellectuelle congolaise elle-même. Gestion publique jugée mauvaise par une large majorité des répondants, pratique de la bonne gouvernance perçue comme un leurre, promotion de la démocratie considérée comme une façade : les résultats de cette enquête dessinent le portrait d'une institution universitaire en rupture symbolique avec ses gouvernants, alors même qu'elle en constitue historiquement le principal vivier de formation.

1.2. Un matériau riche, un cadre théorique à renouveler

Ce travail original, construit autour du matérialisme historique et de la méthode dialectique héritée de la tradition marxiste, décrit avec précision l'ampleur du phénomène et l'inscrit dans une totalité socio-historique cohérente : les rapports entre gouvernants et gouvernés y sont pensés comme le produit de contradictions structurelles liées au mode de production et à la captation des richesses nationales par une « élite de proximité ». Cette lecture est féconde pour saisir les logiques macro-sociales de la défiance. Elle laisse cependant dans l'ombre une question théorique décisive, de niveau plus micro-sociologique : pourquoi le jugement porté sur les gouvernants n'est-il pas uniforme au sein même de la population enquêtée, alors que celle-ci partage largement les mêmes conditions matérielles d'existence ? Qu'est-ce qui distingue, chez deux enquêtés confrontés aux mêmes réalités socio-

économiques, un mécontentement diffus d'un diagnostic articulé, référencé et transmissible ?

Les données originales de l'étude suggèrent elles-mêmes une piste de réponse, sans toutefois l'exploiter théoriquement : le niveau d'instruction des enquêtés conditionnerait la clarté et l'assurance avec lesquelles ils énoncent leur critique des gouvernants, tout comme l'appartenance à une association professionnelle semble renforcer la capacité collective d'expression de cette critique. Ces deux observations, mentionnées de façon incidente dans le travail source, constituent le point de départ du présent article.

1.3. Cadre théorique mobilisé

Pour exploiter systématiquement cette piste, nous mobilisons les concepts développés par Pierre Bourdieu dans sa théorie des capitaux et de la domination symbolique. Le capital culturel, notamment sous sa forme institutionnalisée (le diplôme et le niveau d'instruction), désigne l'ensemble des ressources cognitives, linguistiques et dispositionnelles qui permettent à un acteur social de nommer, classer et juger le monde social avec autorité. Le capital social, quant à lui, renvoie à l'ensemble des ressources actuelles ou potentielles liées à la possession d'un réseau durable de relations, notamment associatives ou professionnelles, qui permettent de démultiplier l'effet d'une prise de position individuelle en la faisant reconnaître collectivement.

À ces deux concepts, nous associons celui de violence symbolique et, en le prolongeant, celui que nous proposons de nommer disqualification symbolique : l'acte par lequel un groupe social, en mobilisant les ressources de langage et de classement dont il dispose, retire à un autre groupe une part de son crédit, de son autorité ou de sa légitimité, indépendamment de toute sanction institutionnelle ou électorale formelle. Nous faisons l'hypothèse que le personnel universitaire congolais, en raison de sa position spécifique dans l'espace social, ne se contente pas de subir une opinion négative sur ses gouvernants : il la produit et la structure activement, à travers son capital scolaire et ses réseaux associatifs, contribuant ainsi de façon autonome à l'érosion de la légitimité politique des gouvernants congolais.

1.4. Question de recherche et objectifs de l'article

La question de recherche qui structure cet article peut être formulée ainsi : dans quelle mesure le capital culturel et le capital social du personnel de l'UNIKIN et de l'ISTM-Kin façonnent-ils la nature, l'intensité et la portée symbolique de leur jugement critique sur les gouvernants congolais ? Trois objectifs spécifiques en découlent : (i) vérifier statistiquement l'ampleur et la significativité de la défiance à l'égard des gouvernants au sein de cette

population ; (ii) établir dans quelle mesure le niveau d'instruction différencie la forme et la précision de cette défiance ; (iii) établir dans quelle mesure l'appartenance associative en démultiplie la portée collective. Il s'agit, ce faisant, de proposer une lecture théorique originale, absente de l'étude source, tout en s'appuyant strictement sur les données empiriques déjà recueillies sur le terrain, sans nouvelle collecte.

II. Matériels et méthodes

2.1. Type d'étude

Le présent article repose sur une analyse secondaire de données déjà collectées, de type mixte à dominante quantitative, avec un volet qualitatif explicatif. Cette démarche de réanalyse est courante en sociologie : elle consiste à interroger un matériau empirique existant à partir d'un questionnement et d'un cadre théorique différents de ceux ayant présidé à la collecte initiale, sans modification du protocole de terrain ni nouvelle administration du questionnaire.

2.2. Site et population d'étude

L'étude source a été conduite dans deux établissements d'enseignement supérieur et universitaire de la ville de Kinshasa : l'Université de Kinshasa (UNIKIN), la plus ancienne institution universitaire publique du pays, et l'Institut Supérieur des Techniques Médicales de Kinshasa (ISTM-Kin). La population cible regroupait trois catégories de personnel réparties selon le statut académique et administratif : le corps académique (professeurs émérites, professeurs ordinaires, professeurs et professeurs associés), le corps scientifique (chefs de travaux, assistants de premier et de deuxième mandat) et le corps administratif (directeurs chefs de service, directeurs, chefs de division, chefs de bureau).

2.3. Critères d'inclusion et considérations éthiques

Étaient éligibles à l'enquête source les membres du personnel résidant dans la ville de Kinshasa, exerçant effectivement dans l'une des deux institutions, et ayant donné leur consentement libre et éclairé après information sur les objectifs, les risques et les bénéfices de l'étude. La participation reposait sur le volontariat, ce qui explique un léger écart entre l'échantillon théorique et l'échantillon effectivement enquêté. Ces garanties éthiques, documentées dans l'étude source, sont reprises telles quelles dans le cadre de la présente réanalyse, qui n'a impliqué aucun contact supplémentaire avec les personnes enquêtées.

2.4. Échantillonnage

Un échantillonnage stratifié proportionnel a été retenu, chaque institution universitaire constituant une strate à part entière : la strate UNIKIN, forte de 2 731 agents et cadres, et la strate ISTM-Kin, comptant 461 agents et cadres, soit une base de sondage totale de 3 192 personnes. Au sein de chaque strate, un taux de sondage de 1/7e a été appliqué, ce taux résultant d'un choix raisonné destiné à préserver la représentativité de chaque catégorie professionnelle tout en assurant la significativité statistique des phénomènes étudiés. Le tableau 1 présente la répartition échantillonnale finalement obtenue.

Strate	**Effectif de la strate (N)**	**Échantillon retenu (n)**
Université de Kinshasa (UNIKIN)	2 731 agents et cadres	390
Institut Supérieur des Techniques Médicales de Kinshasa (ISTM-Kin)	461 agents et cadres	50
Total	**3 192**	**440**

Tableau 1. Répartition échantillonnale de l'étude par strate institutionnelle (n = 440).

2.5. Instruments et opérationnalisation des variables

La collecte des données a été réalisée au moyen d'un questionnaire structuré, administré en 2016, combinant un volet quantitatif (échelles d'appréciation de la gouvernance, de la gestion de la chose publique, de la pratique démocratique et de la crédibilité des gouvernants) et un volet qualitatif explicatif portant sur l'opinion argumentée des enquêtés, leur situation économique et leur appartenance ou non à une organisation professionnelle.

Pour les besoins du présent article, deux variables sociodémographiques déjà présentes dans le questionnaire source ont été isolées comme variables explicatives centrales et réinterprétées à nouveaux frais : le niveau d'instruction des enquêtés, retenu ici comme indicateur du capital culturel institutionnalisé au sens bourdieusien, et l'appartenance à l'une des trois associations professionnelles des deux établissements (personnel académique, corps scientifique, personnel administratif et technique), retenue comme indicateur du capital social. Ces deux variables ont été croisées avec les indicateurs de perception de la gouvernance déjà mesurés et publiés dans l'étude source, à savoir la qualité de la gestion publique, le degré

de responsabilité perçue des gouvernants, l'appréciation de la bonne gouvernance et le jugement porté sur la promotion de la démocratie.

2.6. Traitement statistique

Le traitement des données de l'étude source a reposé sur des tableaux de contingence et le test du χ^2 d'indépendance, avec un seuil de signification fixé à $p < 0,05$, permettant d'établir des rapports de cause à effet entre le phénomène étudié et les caractéristiques sociodémographiques des enquêtés. Les résultats statistiques rapportés dans la section suivante reprennent, sans modification, les valeurs calculées sur l'échantillon complet de 440 sujets enquêtés (390 à l'UNIKIN et 50 à l'ISTM-Kin) ; leur interprétation est en revanche entièrement renouvelée à la lumière du cadre théorique bourdieusien retenu pour cet article, en lieu et place du cadre dialectique mobilisé par l'étude source.

2.7. Limites méthodologiques de la réanalyse

Cette démarche de réanalyse comporte des limites qu'il convient d'assumer explicitement. D'une part, ne disposant pas des micro-données brutes, nous nous appuyons sur les résultats agrégés et les commentaires qualitatifs publiés dans l'étude source, ce qui ne permet pas de recalculer des croisements statistiques inédits entre niveau d'instruction, appartenance associative et perception de la gouvernance, mais seulement de les documenter à partir des observations qualitatives disponibles. D'autre part, les données ayant été collectées en 2016, elles ne rendent pas compte des évolutions éventuelles postérieures à l'alternance politique de 2019, question sur laquelle nous revenons en discussion.

III. RÉSULTATS ET ANALYSES

3.1. Une défiance statistiquement massive et significative

Les données confirment une perception globalement négative des gouvernants congolais parmi le personnel enquêté de l'UNIKIN et de l'ISTM-Kin ($\chi^2 = 186,290$; $p < 0,000$). La gestion publique est jugée mauvaise ou calamiteuse par 70 % des répondants, la pratique de la bonne gouvernance est perçue comme un leurre par 97 % d'entre eux, et la promotion de la démocratie est jugée négative par 90 % des enquêtés. Seuls 28 % estiment que les gouvernants assument une part de responsabilité tangible dans l'action publique menée ($\chi^2 = 121,290$; $p < 0,000$). L'ensemble de ces indicateurs, tous statistiquement significatifs au seuil de 0,000, dessine un tableau d'ensemble d'une remarquable cohérence interne : quel que soit l'angle sous lequel la gouvernance est interrogée (gestion, responsabilité, bonne gouvernance, démocratie), le verdict des enquêtés converge vers une appréciation négative.

Indicateur mesuré	Valeur	χ^2	Signification
Perception globale négative des gouvernants congolais	majoritaire	186,290	$p < 0,000$
Gestion publique jugée mauvaise / calamiteuse	70 %	186,290	$p < 0,000$
Responsabilité perçue dans l'action publique	28 %	121,290	$p < 0,000$
Pratique de bonne gouvernance jugée mauvaise	97 %	134,534	$p < 0,000$
Promotion de la démocratie jugée négative	90 %	44,289	$p < 0,000$

Tableau 2. Synthèse des indicateurs statistiques de perception de la gouvernance (n = 440).

Cette convergence statistique est d'autant plus significative qu'elle émane d'une population qui, par sa fonction sociale, est réputée mieux outillée que la moyenne de la population congolaise pour évaluer l'action publique. Le personnel de l'UNIKIN et de l'ISTM-Kin évolue en effet dans un environnement de réflexion permanente sur les théories et les politiques publiques, ce qui en fait, selon les termes mêmes de l'étude source, un observateur mieux à même de « jauger les faits considérés » que le commun des enquêtés d'une enquête d'opinion généraliste.

3.2. Le niveau d'instruction comme facteur différenciateur du diagnostic critique

Au-delà de l'ampleur globale de la défiance, l'analyse qualitative de l'étude source révèle une hétérogénéité importante dans la manière dont cette défiance est formulée selon le niveau d'instruction des enquêtés. Les enquêtés disposant d'un niveau d'instruction élevé, principalement représentés au sein du corps académique et du corps scientifique, formulent un diagnostic plus assuré, plus articulé et davantage étayé par des références factuelles précises : gestion de la dette publique, opacité de l'affectation des ressources issues des emprunts, absence de transparence budgétaire, défaillance du processus électoral, dysfonctionnement de la gestion intérimaire des portefeuilles de l'État. Ces éléments sont mobilisés avec un niveau de détail et une cohérence

argumentative qui contrastent avec les formulations plus générales relevées auprès des enquêtés du corps administratif, dont le niveau d'instruction moyen est comparativement plus bas.

L'étude source (Dinzila, 2020) le formule elle-même sans en tirer de conséquence théorique : un membre du personnel disposant d'un niveau d'étude élevé a généralement des mots justes pour décrire les faits et pose plus facilement le diagnostic de la situation. Cette observation, en apparence anodine, constitue en réalité la manifestation empirique la plus directe de ce que nous proposons de nommer un opérateur de mise en forme du jugement critique : le niveau d'instruction ne détermine pas l'existence de la défiance envers les gouvernants, laquelle apparaît massive et transversale à toutes les catégories socioprofessionnelles enquêtées, mais il détermine la capacité de cette défiance à se transformer en diagnostic argumenté, référencé et transmissible à autrui. Le capital culturel agit ainsi moins comme cause du désaccord politique que comme condition de sa mise en discours.

3.3. L'appartenance associative comme relais collectif de la critique

Conformément à l'un des objectifs spécifiques de l'étude source, à savoir déterminer si l'appartenance à une organisation a un impact sur le niveau de perception des enquêtés, l'appartenance des enquêtés à l'une des trois associations professionnelles de leur établissement, l'Association du Personnel Administratif, Technique et Ouvrier (APAT), l'Association du Corps Scientifique (ACS) ou l'Association des Professeurs de l'Université de Kinshasa (APUKIN), a été mise en relation avec leur niveau de perception des gouvernants.

Les résultats indiquent que les enquêtés affiliés à l'une de ces structures associatives expriment des revendications plus structurées, plus régulièrement formalisées et plus fréquemment relayées collectivement, notamment lors de négociations salariales ou de revendications relatives aux conditions de travail, que les enquêtés non affiliés ou moins engagés dans la vie associative de leur établissement. Ce constat suggère que l'appartenance organisationnelle démultiplie l'effet du capital culturel individuel décrit ci-dessus en lui offrant une caisse de résonance collective : l'opinion individuelle, aussi bien informée soit-elle, gagne en portée symbolique lorsqu'elle est reprise, validée et amplifiée par un corps constitué disposant d'une existence institutionnelle reconnue.

3.4. Quatre registres de disqualification symbolique des gouvernants

L'analyse qualitative du matériau permet de dégager, au-delà des seuls indicateurs chiffrés, quatre registres récurrents à travers lesquels s'exprime la

critique du personnel enquêté à l'endroit du profil des gouvernants congolais. Ces quatre registres, présents de façon transversale dans le discours des enquêtés, structurent ce que nous analysons comme un acte collectif de disqualification symbolique, résumé dans le tableau 3.

Registre de disqualification	**Contenu observé dans le discours des enquêtés**	**Occurrence**
Irresponsabilité politique	Incapacité à fédérer la population autour d'un programme cohérent ; gestion de l'intérim administratif hors délais légaux ; absence de sécurisation des frontières et des citoyens.	dominante
Vagabondage politique	Versatilité des alliances, changement de position sans ancrage doctrinal, absence de convictions stables.	fréquente
Égoïsme politique	Recherche de l'enrichissement personnel perçue comme mobile premier de l'action publique, au détriment de l'intérêt général.	dominante
Inconscience politique	Déconnexion supposée entre les discours officiels et les conditions de vie réelles de la population, y compris de l'élite universitaire elle-même.	fréquente

Tableau 3. Registres de disqualification symbolique des gouvernants identifiés dans le discours des enquêtés.

La récurrence de ces quatre registres, indépendamment de la catégorie professionnelle des enquêtés, confirme que la défiance mesurée statistiquement en 3.1 ne relève pas d'un sentiment informe, mais d'un système de classement relativement stabilisé, mobilisé de façon similaire par l'ensemble des enquêtés, quoiqu'avec un degré d'élaboration variable selon le capital culturel et le capital social de chacun, comme établi en 3.2 et 3.3.

3.5. Un jugement en partie nourri par la condition socio-économique de l'élite enquêtée elle-même

Il convient enfin de noter que la sévérité du jugement porté sur les gouvernants n'est pas indépendante de la situation socio-économique vécue par les enquêtés eux-mêmes. Le personnel de l'UNIKIN et de l'ISTM-Kin, bien que constituant l'élite intellectuelle du pays, se déclare confronté à une érosion continue de son pouvoir d'achat, à une absence de financement adéquat de la recherche scientifique et à une dégradation des infrastructures

universitaires. Ce vécu quotidien, documenté dans l'étude source sous l'angle du lien entre l'image des gouvernants et le quotidien de la population enquêtée, constitue un troisième registre de ressource, de nature plus matérielle, qui vient s'articuler au capital culturel et au capital social pour nourrir la disqualification symbolique des gouvernants : l'élite enquêtée juge d'autant plus sévèrement l'action publique qu'elle en éprouve elle-même, dans sa vie professionnelle et personnelle, les conséquences les plus tangibles.

IV. Discussion

4.1. Du matérialisme dialectique à la théorie des capitaux : un changement d'échelle d'analyse

Les résultats présentés ci-dessus invitent à dépasser une lecture strictement dialectique du matériau, telle que proposée dans l'étude source, pour l'inscrire dans le cadre des théories bourdieusiennes du capital et de la domination symbolique. Le cadre dialectique, centré sur la totalité socio-historique et les contradictions de classe entre gouvernants et gouvernés, permet de rendre compte de l'ampleur macrosociale du phénomène de défiance ; il est en revanche moins outillé pour expliquer les variations internes à un même groupe social soumis aux mêmes conditions structurelles. C'est précisément à ce niveau, méso et microsociologique, que la théorie des capitaux apporte un complément d'analyse pertinent, sans contredire le diagnostic global de l'étude source, mais en l'affinant.

Selon Pierre Bourdieu (1980), le capital culturel institutionnalisé, incarné notamment par le diplôme et le niveau d'instruction, confère à ses détenteurs une compétence spécifique de mise en forme et de légitimation du discours : la capacité à nommer avec précision, à hiérarchiser des causes, à mobiliser des références historiques ou économiques pour étayer un jugement. Appliquée à notre matériau, cette lecture permet de comprendre pourquoi le personnel académique et scientifique de l'UNIKIN et de l'ISTM-Kin, bien que confronté aux mêmes réalités socio-économiques que le reste de la population congolaise, et notamment que le personnel administratif de ces mêmes institutions, produit un jugement politique plus construit et plus référencé : son capital scolaire lui donne les outils conceptuels et lexicaux pour transformer un mécontentement diffus en diagnostic argumenté.

4.2. La disqualification symbolique comme forme spécifique de contestation

Ce processus s'apparente à ce que l'on peut désigner comme un acte de disqualification symbolique des gouvernants : en mobilisant un vocabulaire savant, des références historiques et économiques précises, et une capacité de

mise en cause structurée, l'élite universitaire retire aux gouvernants une part de leur crédit symbolique, indépendamment même de toute action politique organisée, de toute mobilisation de rue ou de toute sanction électorale. Cette disqualification est d'autant plus significative qu'elle émane d'un groupe social qui occupe historiquement, en RDC comme ailleurs en Afrique, une fonction de formation des élites dirigeantes elles-mêmes : les gouvernants congolais d'aujourd'hui sont, pour une large part, d'anciens étudiants ou diplômés des institutions mêmes dont émane cette critique, ce qui confère à celle-ci une autorité et une charge symbolique particulières, proches de ce que l'on pourrait qualifier d'auto-critique générationnelle de l'appareil de formation des élites.

Ce mécanisme fait écho, tout en s'en distinguant, aux analyses classiques de la domination et de la légitimité politique proposées par Max Weber (1995) : là où la légitimité rationnelle-légale repose sur la conformité aux règles et aux procédures, la disqualification symbolique décrite ici agit précisément sur ce registre, en pointant la violation répétée des règles administratives (durée de l'intérim, transparence budgétaire, régularité électorale) par les gouvernants eux-mêmes. Le jugement porté par l'élite universitaire ne conteste donc pas seulement l'efficacité de l'action publique, mais la conformité même de son exercice aux normes qui devraient en fonder la légitimité.

4.3. Le capital social comme multiplicateur de la portée politique du jugement

L'appartenance associative agit quant à elle comme un vecteur de capital social qui amplifie et collectivise cette critique individuelle. Les trois associations professionnelles identifiées dans l'étude source, l'APAT pour le personnel administratif et technique, l'ACS pour le corps scientifique et l'APUKIN pour le corps professoral, fonctionnent comme des espaces de mise en commun et de validation réciproque du jugement critique, renforçant ainsi sa portée au-delà de la sphère individuelle et lui donnant, potentiellement, une capacité de traduction en revendication collective, notamment dans les négociations salariales ou statutaires qui opposent régulièrement ces catégories de personnel à leur tutelle étatique.

Ce constat rejoint les analyses de la sociologie de l'action collective, qui insistent sur le rôle des structures organisationnelles intermédiaires dans la transformation d'une opinion privée en revendication publique dotée d'une capacité de pression effective. Dans le contexte congolais, marqué par la fragilité des canaux institutionnels de médiation entre gouvernants et gouvernés, ces associations professionnelles universitaires apparaissent

comme l'un des rares espaces structurés permettant à une critique individuellement fondée de se transformer en position collectivement assumée.

4.4. Mise en perspective avec la littérature sur l'État et le pouvoir en Afrique

Ces résultats peuvent également être mis en dialogue avec des travaux plus larges sur la nature du pouvoir postcolonial africain, en particulier les analyses de Jean-François Bayart sur la politique de la redistribution clientéliste et celles d'Achille Mbembe (2020) sur la mise en scène et la banalisation du pouvoir dans les régimes postcoloniaux. Le portrait des gouvernants congolais qui se dégage du discours des enquêtés, celui d'une élite politique jugée irresponsable, versatile, égoïste et déconnectée, s'inscrit dans la continuité de ces analyses, tout en y ajoutant une dimension spécifique : celle d'une critique portée non par la population dans son ensemble, mais par un segment particulier de celle-ci, doté d'un capital culturel et social susceptible de transformer cette critique en discours structuré, potentiellement mobilisable dans l'espace public et médiatique congolais.

4.5. Limites et perspectives de recherche

Une limite doit néanmoins être signalée : les données mobilisées, collectées en 2016, ne permettent pas de mesurer l'évolution de ce phénomène de disqualification symbolique dans le contexte politique postérieur à l'alternance de 2019, ni d'apprécier si le changement de titulaire à la tête de l'État a modifié la structure du jugement porté par l'élite universitaire congolaise sur ses gouvernants. Une seconde limite tient au caractère agrégé des données mobilisées pour la présente réanalyse, qui ne permet pas de recalculer des tests d'indépendance statistique inédits entre niveau d'instruction, appartenance associative et intensité de la critique, mais seulement de documenter qualitativement ces relations à partir des observations déjà publiées.

Ces limites ouvrent des pistes de recherche complémentaires. Une enquête longitudinale, reconduite auprès du même type de population après 2019, permettrait de mesurer si l'alternance politique a modifié la structure de la défiance ou seulement son intensité. Une exploitation statistique fine des micro-données originales, si elles demeurent disponibles, permettrait par ailleurs de tester formellement, par un croisement direct, l'hypothèse ici défendue d'un effet différencié du capital culturel et du capital social sur la

précision du diagnostic critique, au-delà de la seule analyse qualitative mobilisée dans cet article.

CONCLUSION

Cette étude a proposé une relecture originale des données de la dissertation doctorale sur l'image de la pratique démocratique des gouvernants congolais, en substituant au cadre dialectique initial une grille de lecture bourdieusienne centrée sur les notions de capital culturel, de capital social et de disqualification symbolique. Il ressort de cette analyse que la défiance massive du personnel de l'UNIKIN et de l'ISTM-Kin à l'égard des gouvernants congolais, statistiquement établie par l'étude source (χ^2 = 186,290 ; $p < 0,000$ pour la perception globale ; jusqu'à 97 % de jugements négatifs sur la pratique de la bonne gouvernance), n'est pas seulement affective ou circonstancielle : elle est socialement structurée par le niveau d'instruction des enquêtés et par leur appartenance associative, deux ressources qui transforment une opinion diffuse en un acte de disqualification symbolique doté d'une réelle portée politique.

Cette relecture suggère que l'élite universitaire congolaise ne doit pas être analysée uniquement comme une victime collatérale des politiques publiques, ainsi que le suggère en partie l'étude source, mais également comme un pôle de production de contre-discours politique doté d'une autorité symbolique propre, susceptible de peser sur la construction ou l'érosion de la légitimité des gouvernants dans l'opinion nationale. Ce constat invite les décideurs publics congolais, mais aussi les chercheurs en sciences sociales, à accorder une attention particulière à la manière dont les institutions d'enseignement supérieur, loin d'être de simples réceptacles passifs de politiques publiques, participent activement à la fabrique du jugement politique dans la société congolaise.

Des recherches ultérieures gagneraient à mesurer, de façon longitudinale et avec des données statistiques désagrégées, l'évolution de cette compétence critique socialement située à travers les alternances politiques successives, ainsi qu'à étendre cette grille de lecture à d'autres catégories de l'élite congolaise, notamment le corps enseignant du secondaire, le monde judiciaire ou le secteur médical, afin de vérifier si le mécanisme de disqualification symbolique identifié ici est spécifique au monde universitaire ou s'il caractérise plus largement l'ensemble des professions à fort capital culturel dans le contexte congolais contemporain.

VI. Références bibliographiques

Bourdieu, P. (1979). La Distinction : critique sociale du jugement. Paris : Éditions de Minuit.

Bourdieu, P. (1980). Le sens pratique. Paris : Éditions de Minuit.

Bourdieu, P. (1994). Raisons pratiques : sur la théorie de l'action. Paris : Éditions du Seuil.

Bayart, J.-F. (1989). L'État en Afrique : la politique du ventre. Paris : Fayard.

Dinzila N. N. A., (2021). Image de la pratique démocratique des gouvernants congolais. Étude menée auprès du personnel de l'Université de Kinshasa et de l'Institut Supérieur des Techniques Médicales de Kinshasa. Thèse de doctorat en sociologie, Université de Kinshasa.

Hassenteufel, P. (2011). Sociologie politique : l'action publique. Paris : Armand Colin.

Loka-ne-Kongo (2001). Lutte de libération et piège de l'illusion... Multipartisme intégral et dérive de l'Opposition au Zaïre. Kinshasa : Presses universitaires du Congo.

Mbembe, A. (2000). De la postcolonie : essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine. Paris : Karthala.

Pourtier, R. (2013). RDC : une élection contestée. Afrique contemporaine (revue), analyse citée dans le cadre de l'étude source sur le processus électoral congolais de 2011.

Putnam, R. D. (2000). Bowling Alone: The Collapse and Revival of American Community. New York: Simon & Schuster.

Shomba Kinyamba, S., et Mwene Batende, G. (2005). Vade-mecum du chercheur et de l'enquêteur. Kinshasa : Médiaspaul / M.E.S.

Vangu Ngimbi, I. (s.d.). Réflexions sur la démocratie en contexte congolais, citées dans le cadre de l'étude source.

Weber, M. (1995 [1922]). Économie et société, tome 1 : Les catégories de la sociologie. Paris : Plon / Pocket.

Centre de recherche d'interface université-société

COMITÉ DE RÉDACTION ET ADMINISTRATION

- Directeur-Editeur : Sylvain Shomba Kinyamba, Professeur Ordinaire
- Rédacteur en Chef : Gaston Mwene Batende, Professeur Emérite
- Rédacteur en Chef adjoint : Patrick Develtere, Professeur Ordinaire
- Secrétaire de rédaction : Michel Kandolo Edungu, Chef de Travaux
- Relation avec les partenaires : Jean Pierre Mpiana, Professeur Ordinaire
- Archivage et logistique : Ingrid Mulamba Feza, Professeure Associée

CONSEIL SCIENTIFIQUE

Professeurs Baeke Viviane, Batamba Balembu Antoine ; Bongeli Yeikeo Ya Ato Emile ; Develtere Patrick ; Ekala Pierre ; Gretry Lucille ; Huib Huyse ; Inswan Bidum Pierre ; Kaminar Théo-Macaire ; Kapalayi Mutanga Roger-Vincent ; Labana Lasay'abar Jean Berck Mans ; Malemba N'sakila Gilbert ; Matabisi Nico ; Mbalanda Willy ; Mbela Hiza Login ; Mbuyi Musongela François ; Mokonda Bonza Floratin ; Mukoka Nsenda François ; Mulamba Feza Ingrid ; Muluma Munanga Albert ; Musa Alokpo Dieudonné ; Musao Kalombo Célestin ; Mutunda Mwembo Pierre ; Mpiana Tshitenge Jean Pierre ; Mwabila Malela Clément ; Mwene Batende Gaston ; Ndeke Zamba Casimir ; Ngoma Binda Elie ; Ngoy Bisongo Colby ; Nkuanzaka Inzanza Adélard ; Ongevela Van Jan, Osokonda Okenge Basile, Ponsar Paul, Reychler Luc ; Sekimonyo Wa Magango Côme ; Shomba Kinyamba Sylvain ; Wingenga Jeannot ; Yandju Marie-Claire ; Yere Afobe Innocent Zimango Gama Romain.

Immeuble CDS n°3, Trafic, Route de l'Ouest,
Campus de l'Unikin, Tél. : 0999903563 /
shombakin@yahoo.fr,
www.mesrids.org
Dépôt légal : MR 3.02103.57117
N° ISSNB : 2790-3095 (impr.)
N° ISSNB : 2790-3109 (ligne)

